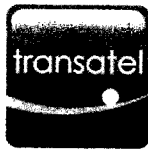


ARCEP : A0800239



17/01/2008



Service Juridique et Régulation
Legal & Regulatory Department
Tour Vista, 52, quai de Dion Bouton
92 800 PUTEAUX – France

Tel. : +33 (0)1 70 67 74 61
Fax : + 33 (0)1 70 75 24 61
E-mail : legal@transatel.com

ARCEP
Paul Champsaur
7, square Max Hymans
75 730 Paris Cedex 15

	DEST	COPIE
PR	X	
CL		
DG		X
DGA		
SAR		
Su		
Si		
SOR		
SFM	X	
SEP		
COM		
SHD		
SRP		

Puteaux, le 11 janvier 2008

Objet : Consultation publique de Décembre 2007 portant sur le projet de décision soumis à consultation publique précisant les méthodes de comptabilisation, de recouvrement et de tarification des coûts liés à la Portabilité des numéros mobiles en Métropole

Transatel remercie l'Arcep pour le projet de décision cité en objet qui devra permettre, à terme, de mettre fin au désaccord entre les opérateurs mobiles portant sur la rémunération des opérations de portage, lequel désaccord, pour rappel, avait été soulevé par certains opérateurs mobiles virtuels dans un courrier adressé à l'Arcep au mois de juin 2007.

Parallèlement, Transatel attire l'attention de l'Arcep sur le fait qu'il existe aujourd'hui un dysfonctionnement au sein de l'EGP portant sur les modalités de prise de décisions relatives aux nouvelles évolutions techniques, qui sont nécessaires pour la mise en œuvre de la PNMV2. En effet, ces décisions sont prises dans le cadre EGP sans consultation préalable de l'ensemble des acteurs, alors qu'elles peuvent parfois engendrer un certain nombre de difficultés dans la relation technique MVNO/MNO. Transatel informe donc l'Arcep qu'elle va demander à l'EGP de traiter cette question afin que, d'une part, les MVNO soient dorénavant consultés préalablement sur ce type de décisions, et que, d'autre part, les MNO s'engagent vis-à-vis de leur MVNO à mettre en œuvre tous les moyens permettant à ces derniers de se conformer à ces évolutions « EGP ».

1- Sur le périmètre des coûts concernés par le projet de décision

L'article 3 du projet de décision liste les coûts variables directement liés à la demande de portabilité, en application du principe d'efficacité économique. Transatel n'a pas de commentaire spécifique sur ce point. En effet, parmi l'ensemble des coûts générés par la prestation de portabilité, il apparaît que les coûts listés représentent l'ensemble des coûts variables et directs du processus simplifié de portabilité.

Les autres coûts sont les coûts de développement nécessaire à l'adaptation des systèmes d'information de chacun des opérateurs afin d'être en adéquation avec leurs obligations réglementaires. Ces coûts doivent être supportés par l'ensemble de l'activité de téléphonie.

2 – Sur le niveau des coûts supportés par l'opérateur receveur

Une évaluation chiffrée des trois coûts énumérés ci-dessus donne un résultat de l'ordre de 0,25 € par prestation de portabilité à la charge de l'opérateur receveur.